

Liberté de la presse : un rapport accable la Hongrie d'Orban

Une étude des Verts européens montre à quel point le pluralisme des médias est mis à mal dans ce pays d'Europe centrale depuis 2010

BRUXELLES, BUDAPEST -
correspondante et envoyé spécial

Pour la Journée mondiale de la liberté de la presse, vendredi 3 mai, les Verts européens ont décidé de pointer du doigt un Etat membre : la Hongrie. Grâce à une étude qui, si elle ne révèle aucun scoop, montre à quel point le pluralisme des médias a été mis à mal dans ce pays d'Europe centrale depuis le retour au pouvoir, en 2010, du chantre de l'« illibéralisme », Viktor Orban.

Son auteure, Agnès Urban, professeure associée à l'université Corvinus de Budapest et experte du groupe de réflexion hongrois Mertek (favorable à la liberté de la presse), insiste sur la « période de crise continue » que connaît le secteur des médias hongrois depuis dix ans. En cause, la fin, avec la nouvelle loi sur les médias de 2010, d'une forme de régulation qui avait jusqu'alors assuré un certain pluralisme. Le régulateur du secteur, le Conseil des médias, est entièrement contrôlé par le Fidesz, le parti de Viktor Orban, qui nomme ses membres.

Progressivement, les actionnaires étrangers ont déserté le paysage médiatique hongrois pour laisser la place à des hommes d'affaires proches de M. Orban. Les

groupes de presse finlandais Sanoma et allemand Funke Gruppe ont ainsi revendu leurs filiales. Entre 2010 et 2015, Lajos Simicska, l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, s'est notamment taillé un véritable empire médiatique, avec des actifs dans la radio, la presse écrite et l'affichage publicitaire.

En 2016, l'un de ses amis d'enfance, Lorinc Meszaros, est devenu propriétaire du plus gros éditeur de presse (Mediaworks) national. Andrew G. Vajna, un producteur américain d'origine hongroise (nommé « commissaire du gouvernement » pour promouvoir le cinéma national), a fait main basse sur la deuxième chaîne commerciale du pays (TV2).

« Nouvelles angoissantes »

Le service public audiovisuel a par ailleurs été complètement restructuré et, à en croire Mertek, qui assure procéder à des veilles régulières des programmes, « il est avéré qu'il s'est mué en un média de propagande ». « Quand un Hongrois regarde un match de foot, le soir dans son village, il est assailli de nouvelles angoissantes durant les coupures, au cours desquelles des flashes d'info sont diffusés », assure Gabor Horvath, rédacteur en chef de *Nepszava*, le dernier quotidien indépendant du pays.

Le régulateur du secteur est entièrement contrôlé par le Fidesz, le parti de Viktor Orban

« Le premier reportage va porter sur une jeune fille violée par un migrant, le second sur un attentat islamiste déjoué de justesse à Berlin et, dans le troisième, on va vanter la sécurité dont jouit la Hongrie et qui attire de plus en plus les touristes. »

En parallèle, l'agence nationale de presse (MTI, pour Magyar Távírási Iroda) diffuse ses dépêches et ses images gratuitement, éliminant de facto toute forme de compétition sur le marché très concurrentiel du journalisme d'agence. Fin 2018 a eu lieu un autre changement radical : les actionnaires privés de 476 médias « progouvernementaux » ont accepté de loger leurs actifs dans une fondation (Kesma) dirigée par Gabor Liskay, un autre proche de M. Orban.

A l'heure actuelle, selon l'étude de Mertek, 77,8 % du chiffre d'affaires total des médias hongrois

est généré par des sociétés contrôlées ou proches du Fidesz (la fondation Kesma pesant, à elle seule, 24 % de ce marché). Une concentration qui n'a aucun équivalent au sein de l'Union européenne, dont la Hongrie est membre depuis quinze ans.

En outre, l'essentiel des dépenses publicitaires étatiques destinées à la presse écrite (87 %) ont été allouées à des sociétés aujourd'hui membres de Kesma. Sur le segment radiophonique, les radios indépendantes n'ont capté que 20 % des dépenses publicitaires étatiques en 2018. La chaîne indépendante de télévision RTL, considérée comme hostile, est boycottée : elle n'a bénéficié que de 1 % de ces dépenses en 2018.

« Nous réclamons que la Commission européenne ouvre enfin une enquête sur les concentrations et les aides d'Etat dans les médias hongrois. Il faudrait aussi, à l'avenir, réfléchir à conditionner l'octroi de fonds structurels au respect du pluralisme des médias », explique l'eurodéputé Vert allemand Sven Giegold. Sur une plainte du parlementaire écologiste hongrois Benedek Javor, les services de la Commission mènent une étude informelle. *« Elle a reçu des plaintes concernant des aides d'Etat finançant le secteur audiovisuel hongrois. Notre analyse est en cours »,* confirme une source européenne au Monde.

Désormais, Viktor Orban tente d'exporter ce « modèle de verticalité » à l'étranger. Des oligarques proches du gouvernement ont investi les médias des Balkans. Eduardo Bolsonaro, le fils du président brésilien, Jair Bolsonaro, a fait le déplacement jusqu'à Budapest, à la mi-avril, pour tenter de voir quels pans de la « révolution illibérale » hongroise pouvaient être dupliqués sous les tropiques. ■

**CÉCILE DUCOURTIEUX
ET BLAISE GAUQUELIN**